La sécurité de l'Albanie, un dilemne?

Autor(en): **Milivojevic, Marko**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **139 (1994)**

Heft 11

PDF erstellt am: **16.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-345466

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

La sécurité de l'Albanie, un dilemne?

Par le professeur Marko Milivojevic [1]

L'Albanie est bordée au nord par le Monténégro et la province très disputée du Kosovo en ex-Yougoslavie, à l'ouest par l'ancienne République yougoslave de Macédoine, dont le statut international est encore flou, et au sud par la Grèce, le seul des pays limitrophes à être membre de l'OTAN. Elle est confrontée à de sérieux dilemnes à propos de sa sécurité. Dans le sud des Balkans, chacun d'eux représente déjà – ne parlons pas de l'ensemble – une menace pour la survie de l'Albanie en tant qu'Etat indépendant à l'intérieur de ses frontières actuelles.

Avec ses 28748 kilomètres carré et ses 3,2 millions d'habitants, l'Albanie est le plus petit Etat des Balkans, de loin le plus pauvre et le moins développé en Europe. Aucun point de son territoire n'est à plus de 50 km d'un pays voisin. La côte adriatique de l'Albanie est également proche de Kotor, la principale base navale de l'ex-Yougoslavie, sur la côte monténégrine, et du détroit stratégique d'Otrante, à l'entrée de l'Adriatique. Dans la partie Est de ce secteur maritime, l'Albanie se trouve en contact avec l'Italie, la principale puissance de l'OTAN dans la région.

L'Albanie est devenue un Etat indépendant en 1913, grâce à l'appui de l'Autriche-Hongrie, malgré l'opposition de la Serbie, de la Grèce et de l'Italie. Menacée et occupée par des voisins hostiles durant la Première Guerre mondiale, elle n'est sauvée de la disparition, après 1918, que par l'appui des Etats-Unis à la conférence pour la paix à Paris.

Etat-satellite de l'Italie durant l'entre-deux-guerres, l'Albanie est annexée par le gouvernement fasciste de Rome durant la Seconde Guerre mondiale. C'est à ce moment, sous l'impulsion de Mussolini, qu'est créée une «Grande Albanie» aux dépens de la Serbie occupée par le IIIe Reich et de la Macédoine occupée par la Bulgarie.

Durant l'après-guerre, pratiquement jusqu'à nos jours, l'Albanie subit un régime issu de la ligne dure du stalinisme avec, à sa tête Enver Hoxha; elle évolue successivement dans le sillage de la Yougoslavie (1944-1948), de l'Union soviétique (1948-1961) et de la Chine (1961-1976). Depuis 1976 et jusqu'à la chute du communisme en 1991, elle se trouve complètement isolée sur le plan international. Depuis lors, bien qu'elle cherche à se rapprocher des puissances occidentales, l'Albanie reste largement isolée dans les Balkans.

Des problèmes inextricables de minorités

Cette situation s'explique par le fait que «la question nationale albanaise» n'a jamais trouvé de solution. Dans la période post-communiste de l'Albanie, c'est de loin le problème politique le plus important. En 1913, la nation albanaise reste dispersée, même si un Etat albanais indépendant fait son apparition. Au Monténégro et en Serbie se trouve aujourd'hui une minorité d'environ 2 millions d'Albanais, dont 1,7 million vivent au Kosovo. Les Albanais représentent plus du 30% des 2,2 millions d'habitants de l'ancienne République yougoslave de Macédoine. Il faut encore y ajouter une petite minorité albanaise en Macédoine grecque. Les ultra-nationalistes albanais réclament depuis longtemps l'unification de la nation albanaise, bien que cet objectif appa-

[1] *De l'Université de Bradford en Grande-Bretagne. Traduction de son texte en anglais par Claire de Weck.*

raisse pratiquement irréalisable.

Une minorité grecque, dont le nombre varie entre 60 000 et 300 000 personnes selon les bases de calcul qui sont choisies, se trouve dans le sud de l'Albanie, une zone que les ultra-nationalistes grecs appellent l'Epire du Nord.

Une Albanie en décomposition, mais nationaliste malgré tout!

L'Albanie n'a jamais disposé des ressources économiques suffisantes, partant de la capacité militaire de préserver ne serait-ce que l'intégrité de son territoire à l'intérieur de ses frontières actuelles. Cela n'empêche pas ses autorités d'exercer des pressions en vue de la création d'une «Grande Albanie», ce qui bouleverserait l'ensemble de la région. En fait, l'Albanie n'a pu survivre jusqu'à présent que grâce à des alliances stratégiques avec des puissances étrangères aux Balkans, entre autres l'Italie, l'ancienne Union soviétique et la Chine.

Dans la période du post-communisme, le gouvernement issu du Parti démocratique s'est efforcé d'assurer la sécurité du pays en établissant des liens politiques et militaires avec la Turquie, le plus ancien pouvoir impérialiste dans la région et, plus récemment, avec les Etats-Unis à qui il a offert l'utilisation d'une ancienne base navale soviétique dans l'Adriatique, sur l'île Vlöre-Sazan.

La politique économique du gouvernement actuel, conduit par le président Sali Berisha, tend à trouver un accord d'association avec l'Union européenne et, à terme, une adhésion lorsque les circonstances le permettront. Pour l'instant, la Grèce reste le seul partenaire commercial important de l'Albanie dont les travailleurs illégaux apparaissent comme la principale monnaie d'échange.

Le gouvernement albanais a donc développé une politique étrangère pro-occidentale, ce qui ne l'a pas empêché de rechercher l'internationalisation des problèmes qui l'opposent à la Fédération yougoslave, à l'ancienne République yougoslave de Macédoine et à la Grèce.

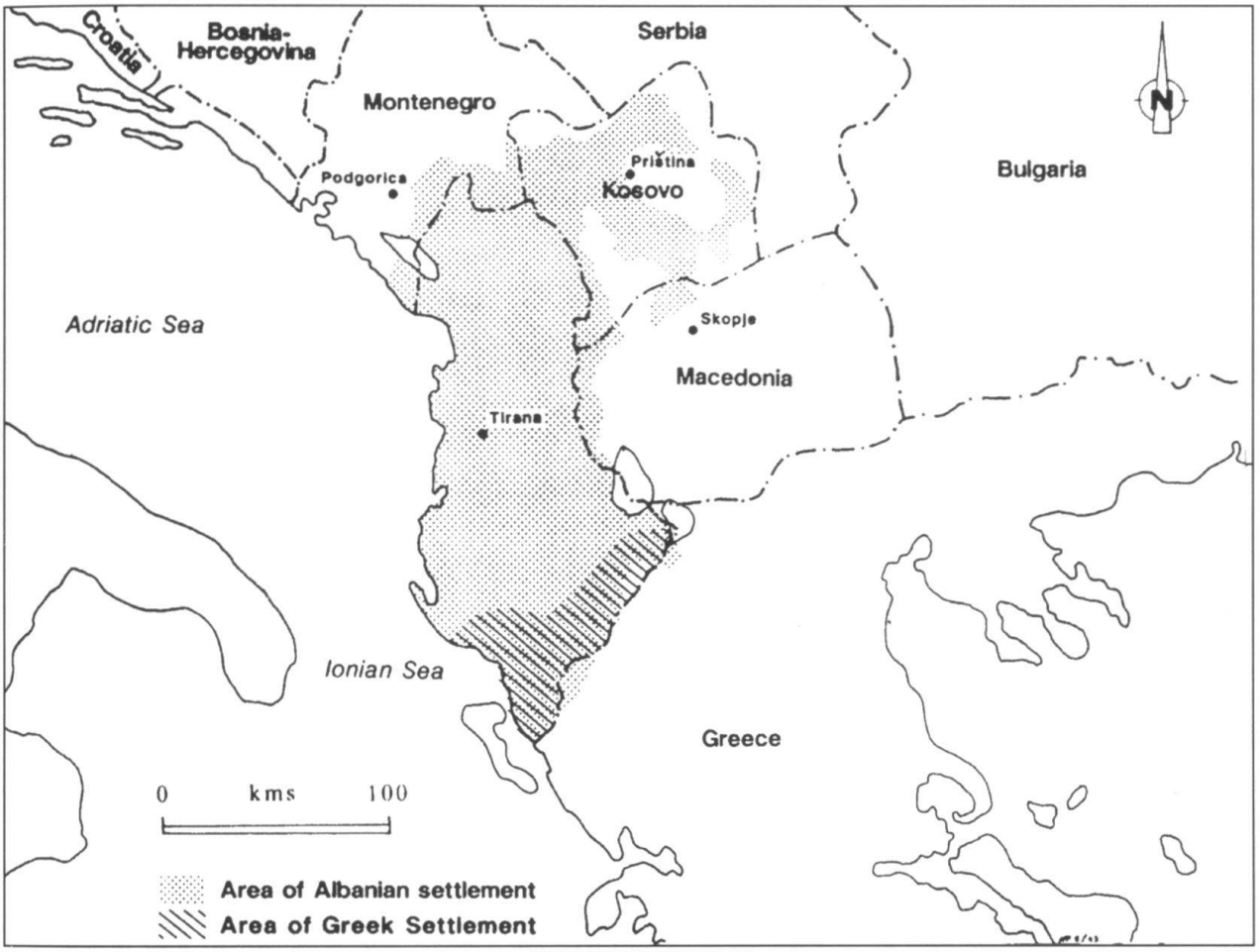
La situation géo-politique de l'Albanie et sa marginalité économique en Europe peut faire espérer une certaine assistance de l'Ouest. Il y a pourtant peu de chances que l'Albanie devienne membre à part entière de l'OTAN, bien qu'elle ait été acceptée dans un Partenariat pour la paix qui ne jouerait aucun rôle en cas de conflit dans le sud des Balkans. L'adhésion à l'Union européenne apparaît seulement comme une possibilité à long terme. Pratiquement, l'alliance actuelle de l'Albanie avec la Turquie s'avère la seule garantie dont dispose Tirana; celle-ci reste tout de même problématique, puisqu'Ankara répugne à intervenir unilatéralement dans les Balkans.

Des menaces tous azimuts

Parmi les différentes menaces auxquelles la politique de sécurité albanaise doit faire face, la plus sérieuse vient de l'ex-Yougoslavie et touche au Monténégro et au Kosovo. A cause d'une politique étrangère qui se fonde sur la volonté de réunir la nation albanaise, mais aussi par provocation, Tirana a reconnu la prétendue République du Kosovo en lutte contre la Serbie pour une complète indépendance.

Sali Berisha a récemment tiré avantage de l'isolement international de la Serbie, dû à la politique de Milosevic en Bosnie-Herzégovine, pour revendiquer l'installation sur territoire albanais d'une station d'écoute de l'ONU. Mais rien n'a jusqu'à présent débouché sur quelque chose de concret, puisque Belgrade refuse toujours de discuter les problèmes en litige. En dépit d'indices de négociations secrètes entre des leaders de la prétendue République du Kosovo et d'émissaires de Belgrade, le problème reste sans solution et représente une menace constante pour la sécurité de l'Albanie.

Dans la pire des hypothèses, un conflit albano-serbe pourrait éclater dans



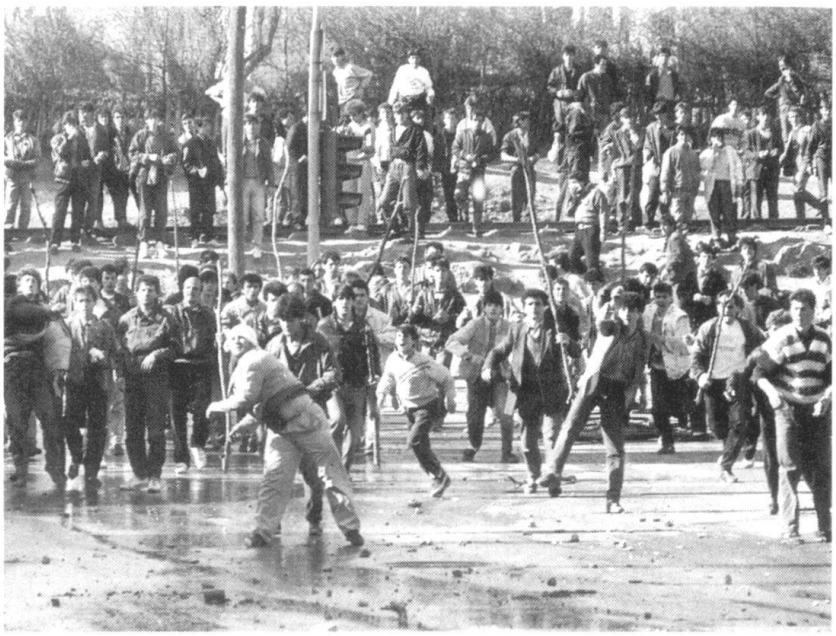
et en dehors du Kosovo, provoquant un exode massif de réfugiés kosovars en direction de l'Albanie qui ne serait pas, économiquement, en mesure de les accueillir. Les troupes albanaises, qui ne sont déjà plus des forces cohérentes, ne seraient pas en mesure de faire face aux forces yougoslaves, nombreuses et bien équipées, qui violent déjà impunément un espace aérien albanais laissé sans défense par Tirana. Le gouvernement albanais se trouve même dans l'incapacité de défendre la frontière albano-yougoslave. Les gardes-frontière yougoslaves ouvrent le feu et abattent souvent des civils albanais qui tentent de passer illégalement sur les territoire du Kosovo et du Monténégro. Sur la mer Adriatique, l'Albanie ne dispose pas de forces navales dignes de ce nom, ce qui la rend extrêmement vulnérable à des attaques venues du Monténégro tout proche.

L'ancienne République yougoslave de Macédoine (ARYM) a des litiges avec le gouvernement albanais à cause de sa minorité albanaise dans l'est du pays. L'Albanie se trouve dans de meilleures conditions pour faire face à une menace militaire macédonienne, parce que Skopje est encore plus faible que Tirana ! Récemment, l'Albanie a exercé des pressions sur l'ARYM en participant au blocus décidé par la Grèce. Cependant, en cas de conflit sérieux, dans ou en dehors du territoire de l'ex-République yougoslave, l'Albanie se trouverait à nouveau confrontée à un exode de réfugiés. Politiquement, un tel affrontement augmenterait la probabilité d'une alliance «orthodoxe» anti-albanaise entre la Serbie et l'ARYM, cette dernière apparaissant déjà comme la plus pro-

serbe des anciennes républiques yougoslaves.

Au sud, la Grèce est déjà en fait l'alliée de la Serbie contre l'ARYM et l'Albanie, ce qui aggrave le risque pour Tirana d'une désastreuse guerre sur deux fronts. Les forces armées d'Athènes sont de loin les plus puissantes dans les Balkans, la Turquie apparaissant comme le seul Etat que les Grecs redoutent vraiment. Actuellement, les relations entre la Grèce et l'Albanie n'ont jamais été aussi mauvaises, sauf pendant une courte période après 1987, marquée par un rapprochement entre les deux gouvernements. En plus des problèmes de frontières et de minorités, le rôle croissant de la Turquie en Albanie, mais également dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine apparaît comme la principale cause du litige entre Athènes et Tirana. Le gouvernement grec craint de se trouver encerclé par des Etats hostiles qui l'isoleraient au nord de ses partenaires de l'Union européenne et de l'OTAN.

Très difficile de dire comment ces problèmes ardus pourraient déboucher sur des solutions pacifiques, ce qui signifie en clair que la «Troisième Guerre des Balkans, annoncée depuis longtemps, pourrait provenir d'un conflit entre l'Albanie et la Grèce.



Affrontements au Kosovo.

Dans une telle hypothèse, l'Albanie subirait un désastre qui mettrait en cause sa survie en tant qu'Etat indépendant dans ses frontières actuelles. D'ores et déjà extrêmement faible, l'armée albanaise se trouverait forcée de combattre sans la moindre chance de succès. Comment réagirait la Turquie dans une telle éventualité? Quant aux puissances occidentales, on connaît leurs lamentables performances en ex-Yougoslavie. On peut donc imaginer qu'elles réagiraient au coup par coup par des pressions, mais qu'elles agiraient peu, une fois un tel conflit déclenché, malgré les graves problèmes qui se poseraient à l'OTAN à cause de l'implication d'Etats-membres du sud-est de sa zone. Elles feraient de la limitation et de la localisation du conflit une priorité politique, beaucoup plus que ce ne sera le cas dans les conflits de succession encore à venir en ex-Yougoslavie.

M. M.